Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 78 (1990)

Heft: 8-9

Artikel: Le nucléaire : un enjeu féministe ?

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-279437

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le nucléaire : un enjeu féministe ?

La votation du 23 septembre renvoie à un débat idéologique qui ne se résume pas à un choix de politique énergétique. Elle oblige aussi les féministes à s'interroger sur ce qu'elles entendent par « libération des femmes »...

Rédaction du dossier : Silvia Ricci Lempen. Enquête et apports personnels : Jacqueline Berenstein-Wavre et Perle Bugnion-Secretan.

Le combat antinucléaire, thème privilégié, voire essentiel, du mouvement féministe contemporain ? Cette idée s'inscrit dans le courant de pensée qui, de la philosophe française Luce Irigaray[1] à la biochimiste américaine Rosalie Bertell[2], revendique une relation différente des femmes à la nature (ce qui ne signifie nullement, il faut le préciser, leur réduction à la pure naturalité) ; relation fondatrice de «valeurs de vie» radicalement opposées à celles d'un ordre patriarcal dominé par la guerre, la violence, l'exploitation intensive des ressources de la planète et la soif de pouvoir.

Une autre philosophe française, Elisabeth Badinter, qui prend position contre le caractère « régressif » de la morale écologique, met quant à elle vigoureusement en garde le mouvement féministe contre une « exaltation du naturel » qu'elle perçoit comme un retour en arrière, comme un nouvel enfermement dans la tradition bien féminine de la passivité et de la soumission[3].

Ce débat-là ne fait pas l'objet de notre dossier, mais il lui sert de contexte. L'énergie nucléaire ? Il y a des femmes qui sont contre, et il y a des femmes qui sont pour. Mais leurs positions ne sont pas symétriques. Celles qui sont contre, du moins celles qui le disent et qui l'écrivent, s'engagent généralement en tant que femmes dans cette opposition ; celles qui sont pour adoptent généralement un point de vue universaliste et non sexué.

Pour tenir compte de cette asymétrie, nous faisons une large place, dans ce dossier, à des arguments – pour et contre le nucléaire – qui sont indifféremment avancés par des femmes et par des hommes. Nous

Les femmes et l'énergie : un débat de fond. (Photo Martine Gaillard)

espérons cependant parvenir à montrer en quoi le débat sur le nucléaire peut aider à comprendre certaines divergences idéologiques internes au mouvement féministe de cette fin de siècle.

La plus grande manifestation féministe de ces dix dernières années en Italie a eu lieu en 1986, après l'accident de Tchernobyl. Un accident dont les pronucléaires dénoncent l'usage «scandaleusement abusif». Aucune comparaison n'est possible, affirment-elles et ils, entre la centrale de Tchernobyl et les centrales occidentales, qui sont construites selon des normes de sécurité très strictes et gérées avec une compétence dont les Soviétiques étaient totalement dépourvus. Aussi l'honnêteté incite-t-elle à ne retenir de Tchernobyl que son impact symbolique, et à ne pas en faire un argument factuel dans le débat qui agite présentement la Suisse. Cet impact symbolique, cependant, doit être pris en considération si on essaie de comprendre ce qui a fait descendre les femmes italiennes dans la rue.

L'avenir de l'espèce

Silvia Vegetti Finzi, professeure de psychologie dynamique à l'Université de Pavie et féministe engagée, explique: «En tant que psychanalyste, j'ai constaté que les femmes qui avaient le plus souffert de l'accident de Tchernobyl étaient les mères de jeunes enfants, angoissées par le risque de contamination des aliments. Ces femmes expérimentaient dans leur corps même la souffrance de cette menace de mort. Les femmes sont plus liées à la matérialité de la vie, plus proches de leur corps. Elles expérimentent à travers la gestation un temps qui transcende le temps individuel, ce qui les rend plus aptes à évaluer les conséquences à long terme de la technique sur l'avenir de l'espèce.»

Analyse similaire chez Nanick de Rougemont, écologiste, pour qui les femmes ont «une notion plus globale de la réalité». Nanick de Rougemont cite Jacques Ellul: «Il faut penser globalement et agir localement.»

Dans le camp adverse, on donne une tout autre explication de l'hostilité de beaucoup de femmes à l'énergie nucléaire. Plus qu'à une sensibilité féminine spécifique, on croit à des raisons sociales: les premières décisions relatives au développement de l'énergie nucléaire ont été prises avant que les femmes aient voix au chapitre, elles se sont donc trouvées devant un fait accompli. En outre, il y a moins de femmes dans les disciplines scientifiques et aux postes de décision. Si l'énergie nucléaire est devenue pour beaucoup de femmes le symbole du pouvoir masculin, c'est aussi parce qu'elles n'ont pas part à ce pouvoir.

«Mais ce pouvoir-là, nous n'en voulons pas!», réagissent les antinucléaires. Pouvoir technocratique, pouvoir centralisateur et policier, pouvoir de mort, qui n'intéresse pas les femmes. On voit des centrales nucléaires entourées de fils barbelés, surveillées par des chiens. En France, affirme Nanick de Rougemont, la Commission pour l'énergie atomique exerce une véritable dictature au sein de l'EDF (Electricité de France), la plus grande et la plus puissante entreprise française avec ses 52 usines nucléaires. Et de rappeler aussi que, s'il n'y a en fait dans la population pas plus de femmes que d'hommes opposés à la technique de la fission de l'atome, celle-ci est bel et bien marquée d'un sceau masculin, parce qu'elle est d'origine militaire. Sans le nucléaire militaire, il n'y aurait pas de nucléaire civil. Et les deux ne peuvent pas être dissociés.

La centrale de Gösgen.

Le militaire et le civil

Si fait! rétorque-t-on en face. Il s'agit de deux phénomènes différents, l'un consistant en une explosion non contrôlée, l'autre étant sous contrôle. Le vocabulaire accroît la confusion: il faudrait réserver le terme «nucléaire» aux applications civiles, et le terme «atomique» aux armements...

Mais revenons à l'argument du «pouvoir technocratique». Au nom des «valeurs de la vie» et du respect de la nature, certaines féministes tiennent un discours résolument antiscientifique, condamnant en bloc la rationalité scientifique comme un mode de pensée masculiniste. Silvia Vegetti Finzi, quant à elle, bien qu'elle soit fermement antinucléaire, refuse de donner dans l'angélisme et les «nostalgies obscurantistes» dont certaines féministes font leurs délices, et reconnaît notamment que l'opposition de beaucoup de femmes au nucléaire vient de la peur du neuf, toujours perçu comme plus violent que l'ancien; elle critique le discours trop facile sur «l'innocence des femmes» et revendique une réflexion critique et scientifiquement étayée: «Je ne refuse pas la rationalité, je demande l'accès à une plus grande, à une meilleure rationalité.»

De quoi mettre tout le monde d'accord? Certainement pas. D'une part parce que la science, en cette affaire, semble rester une opinion, et que les affirmations contradictoires foisonnent (cf. article suivant); il est d'ailleurs significatif que les deux camps appellent de leurs vœux une meilleure information, les un-e-s affirmant que l'on cache sciemment à la population les dangers du nucléaire, les autres s'insurgeant contre la désinformation négative qui affecte cette source d'énergie.

D'autre part parce que, quelles que soient leur bonne volonté, leur honnêteté et leur modération, pronucléaires et antinucléaires se font une idée toute différente de ce que pourrait être une rationalité bénéfique pour l'humanité. Et si les deux camps appellent à une revalorisation de l'intérêt général contre l'individualisme et l'égoïsme qui caractérisent la société contemporaine, ce sont des conceptions diamétralement différentes de cet intérêt général qui les animent!

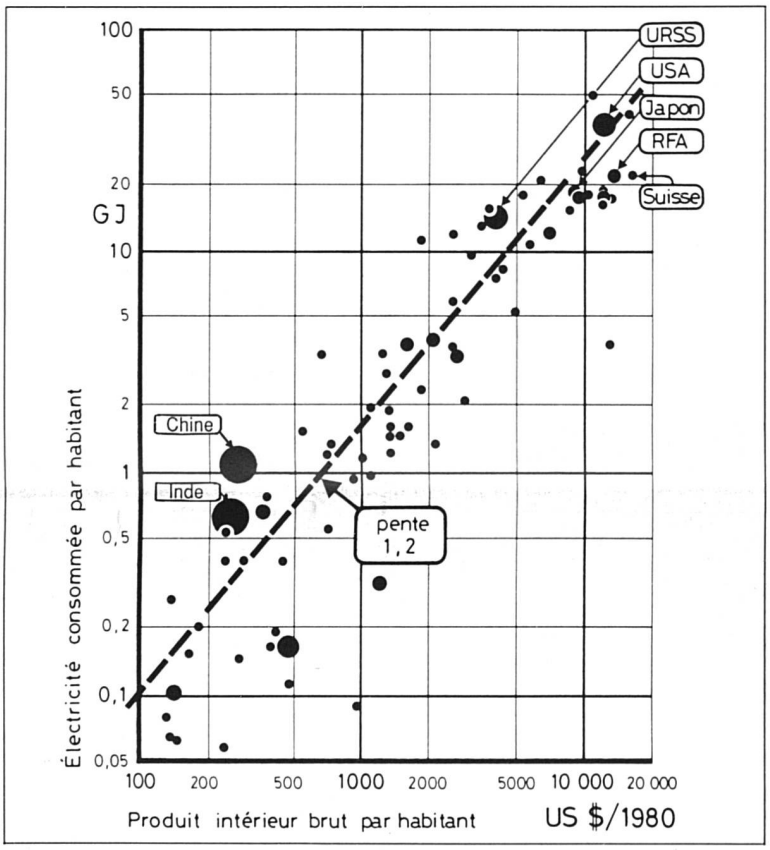
Quel progrès?

D'un côté, une confiance dans le progrès que résument à merveille les propos tenus par la philosophe (eh oui, encore une! mais aussi le sujet est éminemment philosophique) Jeanne Hersch après l'accident de Tchernobyl: «Il faut retrouver la dignité humaine, réfléchir et retrouver le sens de la mesure et de l'Histoire, dans le vrai sens du terme, et non retourner dans la caverne de nos ancêtres... Grâce au développement industriel, l'homme peut non seulement vivre plus agréablement – ce qui est déjà beaucoup – mais il peut aussi se développer, consacrer davantage de temps aux études, avoir accès à toutes les formes de la culture, jouir de temps libre, penser à autre chose qu'aux soucis quotidiens de la survie... Si l'énergie, y compris l'énergie nucléaire, est effectivement utilisée à donner à davantage d'êtres humains plus de chances d'accéder à une liberté respon-

sable, à une vie spirituelle plus intense et plus réelle, l'énergie nucléaire sera bien utilisée. Je dirais alors qu'il convient à la dignité humaine d'accepter les risques qu'elle comporte...»

Dans le même esprit, un orateur du colloque récemment organisé à l'EPFL sur «L'éthique et le nucléaire» relevait que l'énergie nucléaire, garante du développement et donc du maintien et de l'accroissement du bien-être social, «répond à des critères moraux s'inscrivant dans l'histoire des nations et dans l'histoire de l'humanité». De l'autre côté, une remise en cause de ce que Rosalie Bertell appelle «l'éthique de la croissance»: «La croissance économique du monde développé a eu pour triste corollaire l'appauvrissement des colonies et le pillage de leurs ressources. Mais où pourra-t-on exporter les coûts de la croissance économique planétaire?»[2]

Dans cette même optique, Joan Davis, docteur en chimie, spécialiste de la pollution des eaux et chargée de cours à l'EPFZ et à l'Université de Zurich, met en garde contre la confusion courante entre standard de vie et qualité de la vie: «Plus nous dépensons d'énergie (électricité, gaz, mazout), plus haut sera le produit national brut. C'est une courbe ascendante évidente. Cependant, la qualité de la vie s'écarte de cette courbe à un certain moment de son développement; mais on ne s'en rend pas compte, car c'est dans l'espace créé entre l'évolution du standard de vie et celle de la qualité de la vie que l'économie tire son profit. L'épuration des eaux, la lutte contre les symptômes de maladie, toute la protection technique de l'environnement sont là pour compenser les égarements de l'économie. Ainsi une moitié de l'économie avance en créant des problèmes que l'autre moitié tente de résoudre.»



Relation produit intérieur brut-consommation d'électricité par habitant en 1980. (Source: L'Energie au service de l'humanité, Société des ingénieurs et architectes suisses.)

La notion de besoin

Vu l'opposition radicale entre ces deux points de vue, la dispute relative aux économies d'énergie et au développement des énergies renouvelables reste stérile. Depuis 1950, la consommation d'énergie en Suisse à quadruplé, et celle des carburants a décuplé. Cela, personne ne le conteste. Mais les un-e-s partent de l'idée de besoins non compressibles, voire destinés à augmenter en vue du maintien de notre niveau de vie et de l'épanouissement humain de la population mondiale et soulignent dès lors la dramatique insuffisance des mesures palliatives au cas où il s'agirait de compenser le renoncement à l'énergie nucléaire; les autres, en revanche, voient dans l'abandon de l'énergie nucléaire le seul moyen de faire baisser la consommation, dans un esprit de reconversion de nos priorités économiques, et de stimuler la recherche en matière d'autres formes d'énergie.

Même dialogue de sourd-e-s en ce qui concerne la question de notre dépendance de l'étranger. La Suisse dépend totalement de l'étranger pour le gaz et le pétrole; elle exporte de l'électricité à certaines saisons, mais doit en importer en hiver. L'électricité importée provient principalement de France, où elle est produite à 70% par des réacteurs nucléaires. Est-ce un choix moral, demandent les pronucléaires, que de se décharger sur un autre pays des risques que l'on refuse d'assumer soi-même?

Les antinucléaires rappellent, de leur côté, que la Suisse reste le premier exportateur européen d'électricité et qu'elle produit 20% plus de courant qu'elle n'en consomme. Mais surtout, elles et ils plaident pour une remise en question de nos habitudes de consommation, remise en question où il s'agirait moins de faire des sacrifices que de prendre conscience des nécessités vitales de la planète. Nous le disions plus haut: les femmes qui s'affichent pronucléaires le font moins en tant que femmes qu'en tant que citoyennes qui se veulent responsables. Ainsi, la documentation de l'association Femmes pour l'énergie[4] ne comporte-t-elle pas une seule ligne expliquant en quoi consisterait son éventuelle spécificité féminine. Pourtant, le débat entre les deux formes de rationalité qui sous-tendent le choix ou le rejet de l'énergie nucléaire est aussi un débat entre deux formes de féminisme.

«L'énergie? C'est la simplification des tâches ménagères, c'est l'indépendance, davantage de temps libre. Sans énergie suffisante, c'est le retour aux tâches ingrates de la femme au foyer. Est-ce cela que vous voulez?», demandait une publicité parue dans la presse au début de l'été, pour inciter les femmes à voter «non» le 23 septembre. Ce discours, qui s'inscrit dans celui plus vaste, tenu par de nombreux scientifiques, sur la fonction civilisatrice de l'énergie, fait appel à des thèmes fondamentaux du mouvement féministe: l'émancipation, l'épanouissement professionnel, l'indépendance. La libération des femmes y est décrite comme une conquête de la modernité.

A l'opposé, on trouve le «féminisme de la différence» d'une Luce Irigaray qui, partant d'une réflexion sur l'accident de Tchernobyl, plaide pour une libération d'une tout autre nature. La réalisation de la justice sociale et de l'égalité n'empêche pas que les femmes restent assujetties à l'ordre moral, culturel, social et économique masculin; c'est cet ordre masculin qu'il faut combattre, et son plus grand péché, «l'oubli de la vie».

Bien entendu, il existe, entre ces deux positions extrêmes, toutes sortes de positions intermédiaires; d'autre part, si l'opposition au nucléaire fait partie intégrante du credo des féministes de la différence, on peut se ranger plutôt du côté du féminisme de l'émancipation et ne pas être pronucléaire pour un sou. Il n'en reste pas moins que le débat autour des votations du 23 septembre, s'il a pour principal objectif de nous amener à nous interroger sur l'avenir énergétique, économique et social de la Suisse, est également pour nous une occasion de nous demander: quel féminisme voulons-nous? ▶

[1] **Luce Irigaray,** *Le Temps de la Différence,* Le Livre de poche, 1989.

[2] **Rosalie Bertell,** *Sans Danger immédiat?* Edition La Pleine Lune, 1989.

[3] Interview dans *L'Evénement du jeudi,* 8-14 juin 1989.

[4] CP 286, 9320 Arbon.